



Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Zones-de-montagne-un-poumon.html>

Zones de montagne : un poumon économique à réhabiliter

- Chroniques et opinions - Opinions -

Publication date: mardi 31 octobre 2023

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

OPINION

Pour commémorer le 69^{ème} anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération le 1er novembre 1954 et en hommage aux paysans qui ont fourni, abrité, nourri, soigné et guidé les valeureux combattants de l'Armée de Libération Nationale dans les montagnes de notre pays

Par Mahmoud CHABANE

Agronome

Peut-on raisonnablement parler développement agricole en Algérie en général et de montagne spécifiquement, sans évoquer l'impérialisme français et prendre le risque de passer sous silence par perte et profit, les méfaits multiples et diversifiés qu'il a perpétrés durant 132 ans aussi bien à l'endroit d'un peuple d'indigènes (c'est par ce terme chargé de mépris que nos ascendants furent appelés par l'administration coloniale), que des écosystèmes ?

À l'évidence, l'objectif premier de cette modeste contribution n'est pas de faire le bilan de ses actes barbares, au demeurant innombrables, mais tout juste pour rappeler à ceux qui l'auraient oublié, que l'impérialisme français, prédateur, piller, destructeur, esclavagiste et ennemi de la nature, est venu semer la mort, remplacer un peuple et tout ce qui le caractérise et fonde sa personnalité, par un autre importé de contrées lointaines, et installer un plan de culture complémentaire à celui de la métropole pour satisfaire les besoins des français en produits de qualité au détriment de ceux des indigènes... Et la liste de ces méfaits est très longue ! Et celle des conséquences négatives l'est autant.

Malgré les efforts appréciables consentis individuellement et collectivement pour effacer les tares héritées de la période coloniale, où tout au moins les atténuer, la dynamique de notre pays se trouve contrariée très sérieusement dans ses ambitions de réaliser, entre autres, notre indépendance alimentaire sécurisée, à considérer comme la mère des batailles pour la préservation de notre souveraineté dans le monde si cruel d'aujourd'hui, où il n'y a guère de place pour les pays qui n'arrivent pas à assurer le minimum alimentaire à leurs peuples .

À noter que le peuple algérien réputé très sobre dans sa nourriture, a trop souffert physiquement et moralement des affres de la colonisation. Chassés une première fois de leurs terres par l'armée coloniale française pour y installer les colons importés dans les cales de l'armada française, nos aïeux, ont à leur corps défendant, dû quitter les terres fertiles de leurs ancêtres pour s'installer dans les forêts qu'ils ont défrichées pour y installer des cultures vivrières et élever leurs petits cheptels de la sobriété. C'était aussi leur façon à eux de signifier leur rejet catégorique à ce monstrueux intrus qui leur a fait violence par la force de sa loi !

Avec l'avènement de la guerre de libération nationale portée et soutenue par ces « indigènes », ils avaient une seconde fois été forcés par ce même intrus à quitter ces lieux qui les ont vus naître. L'administration coloniale avait pris la décision de vider nos montagnes rebelles de leurs habitants pour les déclarer zones interdites. Tout comme fait l'armée coloniale sioniste pour nos frères Palestiniens !, n'est-ce pas.

C'est ainsi que plus de trois millions, (plus d'un tiers de la population) d'habitants arrachés brutalement à leur écosystème, furent parqués dans des camps de concentration, appelés par euphémisme « camps de regroupement », entourés de barbelés et de miradors, et privés par la même de ressources. Il s'agissait pour l'armée coloniale de mettre en application une doctrine militaire inspirée par la métaphore suggérant que « pour attraper le poisson, il suffit de vider la mer », pour priver nos combattants du vital soutien apporté par la population à la révolution de libération nationale.

Après quoi, il leur était plus facile de mettre le feu et de larguer le napalm sur nos forêts (du moins ce qu'il en reste

Zones de montagne : un poumon économique à réhabiliter

après leur exploitation inconsidérée durant plus d'un siècle), d'une part, et d'autre part, créer des réservoirs de main d'œuvre corvéable à souhait pour les besoins de la colonisation. À travers cette opération punitive il s'agissait d'affamer ces montagnards, (sauvages et sauvageons) pour les soumettre. C'est cette même stratégie qui prévaut aujourd'hui, en terre sainte de Palestine ! Qui a dit que l'impérialisme a changé !

Dès notre indépendance, alors qu'ils auraient pu être tentés par l'accaparement des terres arrachées aux colons, ces « indigènes » ghettoïsés durant de longues années faites de souffrance, de déshumanisation et d'avilissement, devenus Algériens grâce aux sacrifices consentis par tout un peuple, ont repris le chemin inverse pour reprendre l'exploitation de leurs lopins de terre dans des conditions de précarité et de dénuement qui dépassent tout entendement.

Peu importe, l'essentiel pour eux, qui attendaient dans la dignité ce moment-là, était de signifier fièrement à qui veut l'entendre, que leur attachement à leurs lopins de terres qui leur permettait de jouer leur rôle d'acteurs économiques, un rôle qu'ils avaient joué durant la colonisation en fournissant les marchés en produits agricoles bio, reste vivace et fort .

Il faut dire aussi que ces écologistes de naissance, en mettant en place des plans de cultures appropriés permettant d'exploiter intensivement et intelligemment le moindre mètre carré de terrain et d'utiliser avec parcimonie la ressource en eau (pluviale ou de source), ont pu faire face aux besoins en produits agricoles essentiels de leurs familles élargies, de leurs cheptels et même, de dégager des excédents qu'ils écoulaient dans les marchés de proximité.

C'est ainsi qu'ils avaient survécu à la misère et le dénuement semés par l'armée coloniale dans le but de réaliser ses objectifs coloniaux largement connus de tous. C'est dire combien cette agriculture familiale où chaque membre, du plus petit au plus grand, contribuait de toutes ses forces à la formation du revenu familial, constitue indéniablement un remède écolo contre la précarité, l'oisiveté la soumission et le fatalisme. Ici, « le compter sur soi », plus qu'une règle, est surtout, une valeur partagée ! C'est donc, une question de dignité et de nif !

C'est, de mon point de vue, le très lourd poids de l'histoire et de la dette à honorer vis-à-vis de nos montagnes défigurées et de leurs habitants maltraités par l'armée coloniale qui avaient amené le Président de la République à déclarer lors d'une séance de travail tenue au siège d'une wilaya de l'Ouest en avril 1978, sur un ton grave, que : (je cite de mémoire) ; « *Tant que le dernier habitant de l'Ouarsenis, du Djurdjura et des Aurès ne dispose pas de l'électricité, (tout un symbole !), nous devons considérer que nous n'avons pas rempli notre devoir vis-à-vis de ces régions qui ont donné à la Révolution de libération nationale les meilleurs de leurs enfants* ».

Et ce n'est certainement pas un hasard si les trois premiers plans spéciaux de développement visant à effacer, ou tout au moins atténuer, les stigmates de la colonisation, décidés et engagés par les pouvoirs publics vers la fin des années soixante, avaient concerné ces trois régions emblématiques. Hélas, ces programmes spéciaux élargis à d'autres régions mis en oeuvre dans le cadre de la politique dite « d'équilibre régional » par les pouvoirs publics en responsabilité, ont été, à l'instar des plans quadriennaux de développement, arrêtés en plein vol et clôturés dès le début des années 1980 par l'équipe dirigeante en place.

Dans ce sillage, le programme de plantation d'arbres fruitiers sur un million d'hectares initié par le Ministère de l'Hydraulique et des Forêts à la fin des années 1970 visant à reverdir et à réhabiliter ces paysages montagneux défigurés par l'action criminelle du colonialisme, d'une part et d'autre part, à améliorer le niveau de vie de leurs habitants et, par conséquent, freiner l'exode rural économique, a subi le même sort.

Je vous laisse imaginer le visage attrayant qu'auraient présenté nos paysages montagneux ainsi que les retombées

Zones de montagne : un poumon économique à réhabiliter

économiques positives incommensurables que cet ambitieux programme structurant aurait généré s'il avait été conduit à son terme ! Hélas ! À titre indicatif, ce programme qui donnait la part belle au majestueux olivier endémique aurait permis de redonner à notre pays la place de leader dans la production d'huile d'olive, cette richesse recherchée, renouvelable, incontournable et exportable, et de nous éloigner de l'idée importée et peu viable, de produire de l'huile sans goût à partir de cultures annuelles de plantes oléagineuses. N'est-ce pas ?

Depuis cette date, les décideurs en responsabilité ont succombé aux promesses d'une agriculture productiviste promue par les multinationales de l'agro-alimentaire, des facteurs de productions, des semences OGM et d'un marché régulateur à même de pourvoir aux besoins de la population. Dans ce sillage, le plan de culture national, un instrument indispensable surtout pour un pays sous développé sortant de la nuit coloniale appelé à faire face à des besoins en produits agricoles colossaux, des déficits chroniques en termes de moyens matériels, financier, humain, technique, technologique, scientifique, de ressource en eau, fut abandonné pour laisser place à une pétaudière où le secteur privé cupide, plus préoccupé par ses intérêts bassement mercantiles que par la réalisation de la souveraineté alimentaire sécurisée du pays, dicte sa loi et règne sans partage sur le marché de l'alimentaire.

Ce changement de cap a induit l'abandon de la petite exploitation agricole, principalement celle perchée dans nos montagnes qui regorgent, n'en déplaise aux défenseurs de l'agriculture productiviste basée sur la grosse propriété foncière jugée plus modernisable, d'énormes potentialités non et ou insuffisamment exploitées.

Pour se faire une idée de l'importance de ce potentiel, il m'est apparu utile de rappeler l'évaluation faite par le BNEDER, selon laquelle les zones de montagnes couvriraient une superficie de 7.565.000 hectares (soit l'équivalent de la superficie totale occupée, théoriquement, par les grandes cultures), répartie comme suit : 52% à dominante agro-sylvo-pastorale ; 31% à dominante forestière ; 13% à dominante agricole et à 4% à dominante pastorale. Elles abritaient la petite paysannerie de montagne, agrippée par attachement ancestral à ses terroirs constitués de petites exploitations familiales réparties sur 828.000 hectares (11% de la SAU), évaluée en 2.000, à près de 27 % de la population nationale.

Il est important de rappeler que cette agriculture de montagne qui se distingue de l'agriculture classique, par sa topographie (des sols en pentes et un relief chahuté qui ne permettent pas des labours), un couvert végétal constitué essentiellement de plantes pérennes, endémiques, adaptées naturellement aux conditions climatiques et des sols, vivant et se reproduisant naturellement, ses habitants installés, pour des raisons évoquées sommairement en introduction, dans de petites exploitations familiales pratiquant une agriculture vivrière adaptée aux conditions naturelles, avait constitué un poumon économique non négligeable.

Grosso modo, ce sont quelques trois millions d'hectares menacés de désertisation et de dégradation sous l'effet conjugué de l'érosion pluviale et des incendies, de la structure des sols et des écosystèmes déjà fortement perturbés, qui « attendent » la mise en oeuvre d'un programme de mise en valeur du potentiel dormant que recèlent nos montagnes. Ainsi, le renforcement du trépied sur lequel repose l'économie agricole nationale, constitué des trois agricultures spécifiques, (plaines et hauts plateaux, oasis, montagnes et bassins versants), ne manquera pas de contribuer grandement à la réalisation de notre indépendance alimentaire sécurisée.

C'est pourquoi, il m'est apparu nécessaire de proposer dans le prolongement de ma contribution publiée par les quotidiens « *Le Soir d'Algérie* » du 12.06.2023, et le « *Quotidien d'Oran* » du 18.05.2023 intitulée « **plaidoyer pour la mise en place d'un plan de culture national** », une ébauche de « **programmes multi sectoriels de mise en valeur des zones de montagnes** » articulé autour des axes suivants :

- Agriculture de montagne : reforestation de protection des berges des barrages et des oueds, plantations arboricoles fruitières, production sur sites en pépinières de plants, dotation des exploitations familiales en modules de petits élevages, aménagement de terrasses agricoles, ...

Zones de montagne : un poumon économique à réhabiliter

- Infrastructures : ouvertures de pistes, réalisation de bâtiments d'exploitation, d'écoles, de retenues collinaires, de bâches à eau ... ;
- Tourisme : prospecter et tracer des circuits de randonnées équestres et pédestres, de découverte des cultures et des lieux historiques, aménagement des plans d'eau, ... ;

-Artisanat : transformation et conservation des produits du terroir (tissage, roulage de couscous de blé dur et d'orge, extraction des huiles, miel, fromages ...) .

À l'évidence, ce programme mené à son terme, dans des conditions optimales de réalisation ne manquera de générer d'innombrables retombées économiques, sociales, agronomiques, environnementales,...., positives, parmi lesquelles il est intéressant d'énumérer à titre indicatif les plus saillantes :

- La montagne, ce havre de paix où l'on respire de l'air pur rendue plus attrayante ne manquera pas d'inciter les amoureux de la nature et tous ceux qui aspirent à vivre paisiblement loin des vacarmes incessants des agglomérations, au retour pour la protéger, la revégétaliser, la développer et l'exploiter intelligemment dans le respect de ses spécificités naturelles du terroir.
- La création d'emplois permanents générateurs de revenus confortables contribuera à réduire sensiblement l'exode rural économique, voire impulser un reflux de population à même de soulager un tant soit peu les agglomérations suturées.
- Des pans entiers de notre artisanat menacé de disparition sous les effets conjugués de l'exode rural, de négligences et de concurrence déloyale du made in ailleurs, seront sauvegardés et connaîtront une relance ;
- Les marchés de proximité seront directement approvisionnés en produits agricoles (animal et végétal) frais. L'organisation de la vente du producteur au consommateur influera positivement sur les prix de vente.
- La création de coopératives spécialisées dans la transformation, le conditionnement et la commercialisation des productions permettra de renouer avec l'esprit d'entraide et la Touiza qui ont permis aux plus faibles de vivre dans leur dignité.
- La préservation de ce précieux capital foncier contre l'érosion pluviale et les incendies en vue d'exploiter rationnellement les potentialités qu'il recèle pour améliorer nos possibilités de réalisation de la souveraineté alimentaire sécurisée. Toutefois, il est important d'attirer l'attention des promoteurs du projet sur le fait que les moyens engagés pour sa réalisation peuvent s'avérer insuffisants si les mesures d'accompagnement ci-après énoncées ne sont pas mises en oeuvre concomitamment au lancement des opérations de mise en valeur. Pour améliorer le niveau d'efficience de ce programme structurant, il est recommandé fortement de :

- Sortir de l'étroitesse de la vision sectorielle de l'action des pouvoirs publics pour privilégier une vision multisectorielle impliquant les ministères concernés (enseignement supérieur, agriculture, hydraulique et travaux publics, défense nationale, intérieur, tourisme,...., et les représentants des professionnels des secteurs d'activité (agriculture, artisanat, tourisme, culture...) regroupés au sein d'un Conseil National d'Orientation de la Mise en Valeur des Zones de Montagnes à créer nécessairement.

- Confier la conduite et l'encadrement technique des opérations de mise en valeur des zones de montagnes à des offices spécialisés missionnés pour agir au nom de l'État dans le cadre de la réalisation des programmes de mise en valeur serviront d'interface entre les pouvoirs publics et les adhérents au programme dont il s'agit.

- Sortir de la perception actuelle consistant à privilégier le tout répressif et le tout interdit qui entretiennent l'illusion de protection des forêts pour lui substituer celle de l'intéressement et de l'implication des habitants de ces zones avec lesquels il est nécessaire de définir et de convenir des voies et moyens à mettre en oeuvre pour protéger, développer, mettre en valeur les potentialités que recèlent les zones de montagne et exploiter de manière responsable les multiples ressources dont elles regorgent dans le respect des spécificités des écosystèmes.

Zones de montagne : un poumon économique à réhabiliter

- Accorder la priorité à l'attribution de logements ruraux aux adhérents du programme de mise en valeur.

À travers cette modeste contribution il s'agit pour moi, en tant qu'Algérien de surcroît Agronome d'apporter ma part pour :

- briser un tant soit peu la culture de l'oubli instillée dans notre société en rappelant des faits douloureux ayant jalonné notre histoire récente vécus par les montagnards auxquels il faut rendre un hommage appuyé,

- et d'oeuvrer à la réalisation de notre indépendance alimentaire sécurisée, qui passe par la mise en place d'un plan de culture national débarrassé des stigmates de la colonisation visant l'exploitation rationnelle de l'ensemble des potentialités du pays.

Il me plaît aussi de rappeler que si notre pays qui a connu grosso modo ses libérateurs (1830-1962), ses bâtisseurs (1962-1980), des accapareurs (1980-1999) et des prédateurs (1999-2019), n'a pas sombré dans le chaos que lui prédisaient nos ennemis et autres revanchards, cela on le doit à des patriotes sincères, intègres et engagés, respectueux de la chose publique, qui s'interdisent de détruire ce joyau reçu en héritage de nos libérateurs et de compromettre l'avenir.

Il reste à espérer le retour sur le terrain des réparateurs « équipés » de leurs boîtes à outils, de leurs expertises et savoir-faire, décidés résolument à assumer cette mission exaltante et valorisante qui consiste à réparer les dégâts causés à notre pays depuis, au moins une quarantaine d'années, par une faune d'accapareurs, de prédateurs, de pilleurs et de pyromanes. L'élaboration et la mise en oeuvre de programmes spéciaux de mise en valeur des potentialités que recèlent nos montagnes visant à réparer ces inconséquences est à inscrire comme une priorité nationale au plan de charges des réparateurs.

La réalisation de notre souveraineté alimentaire sécurisée en dépend !

Et l'avenir de notre agriculture se joue, à ne pas en douter, au niveau de nos montagnes !

Mais n'oublions pas aussi, les oasis !!!